

Bilan de session :

Responsables pour le Québec!

Laurentides–Labelle, le 13 décembre 2023 – Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle et Présidente du caucus du Bloc Québécois, ont dressé le bilan d’une session chaotique, mais néanmoins productive puisqu’en agissant de manière responsable, les bloquistes ont réussi à porter les priorités des Québécois à l’avant-plan, notamment en matière d’immigration, coût de la vie et environnement. Ce bilan démontre qu’au-delà de toute partisanerie ou calcul électoral, les députés bloquistes sont demeurés fermement arrimés au mandat que leur ont confié les Québécois et Québécoises : porter les demandes et priorités du Québec de façon efficace et responsable.

« Nous avons choisi cet automne de baser notre action parlementaire sur le thème « Responsables! » parce que nous constatons que les Québécois étaient inquiets devant diverses crises, telles la hausse du coût de la vie et les impacts des changements climatiques vécus cet été. Nous avons choisi d’être en mode solution pour les Québécois plutôt que d’attiser leurs inquiétudes. Nous avons porté les demandes et priorités du Québec dans un Parlement déconnecté des priorités des Québécois et prompt à la partisanerie. Le Bloc a fait ses devoirs et ses leçons. Nous n’étions ni des chouchous du professeur à l’avant de la classe, ni des élèves turbulents à l’arrière de la classe, mais nous avons agi en bon élève au centre de la classe et nous sommes demeurés centrés sur les enjeux importants pour le Québec. Notre attitude responsable a payé, puisque nos dossiers ont remarquablement avancé et je pense qu’on a effectivement bien fait le travail », signale le chef du Bloc.

« En matière d’immigration par exemple, nous avons obtenu que la Chambre reconnaisse à l’unanimité que les cibles d’immigration soient liées à la capacité d’accueil du Québec, et que le gouvernement revoie ses cibles dès 2024. N’oublions pas qu’Ottawa doit aussi 460 millions au Québec pour les demandeurs d’asile. Les gens qui viennent chez nous ont besoin de garderies, de soins et de services et ça ne peut se faire sur le bras du Québec qui reçoit la moitié des demandeurs d’asile de tout le Canada. Ottawa doit nous rembourser », rappelle M. Blanchet. « Un imprévu a marqué la session et c’est celui de la guerre Israël-Hamas. Nous l’avons abordé avec une diplomatie responsable en déposant un projet de loi pour éliminer l’exemption religieuse pour les propos haineux afin de diminuer les tensions que cette guerre a créées au Québec. Nous reviendrons sur cet enjeu », explique Yves-François Blanchet.

Économie, environnement et crise de l’information

Parce que le pouvoir d’achat des Québécois est mis à dure épreuve et qu’ils n’en finissent plus de se serrer la ceinture, le Bloc Québécois a rallié l’unanimité de la Chambre pour demander à Ottawa d’en faire plus pour lutter contre l’insécurité alimentaire qui afflige plus de 800 000 Québécois.

« La misère, c’est aussi celle des gens qui n’ont pas de toit et celle des aînés, à qui nous devons tout, mais qui sont trop nombreux à manquer de l’essentiel. C’est pourquoi en matière de logement, nous avons talonné Ottawa pour qu’il transfère sans conditions les 900 millions dus au Québec. On peut être fiers aussi, parce que nous avons remporté une longue bataille qu’on avait beaucoup à cœur en réussissant à faire un grand pas en avant en faveur de la pension de la vieillesse pour tous les aînés. On pourra enfin tirer un trait sur l’injustice d’Ottawa qui avait exclu les 65 à 74 ans de la hausse de la pension », se réjouit Mme Gaudreau.

L'économie du Québec repose en large partie sur ses milliers de PME et le Bloc Québécois s'est d'emblée rangé à leurs côtés dans le dossier du Compte d'urgence (CUEC). « On invite Ottawa à sortir sa calculette et à compter combien il perdrait si des milliers de PME ne peuvent le rembourser dans quelques semaines parce qu'elles auront fait faillite. Il serait beaucoup plus avisé et responsable d'accorder le report d'un an du remboursement du Compte d'urgence comme demandé par les milieux d'affaires et le Bloc Québécois », affirme Mme Gaudreau.

La COP28 sur le climat se concluait mardi, confirmant une fois de plus les affinités pétrolières du gouvernement fédéral et ses difficultés à s'affranchir des énergies fossiles. « Tandis qu'Ottawa persiste à soutenir cette industrie polluante, le Bloc Québécois est le seul parti à lutter contre les changements climatiques et à dénoncer les énormes subventions aux pétrolières. Plutôt que de soutenir les énergies fossiles, Ottawa devrait épauler la filière québécoise de l'énergie propre et marquer ainsi des points pour atteindre ses objectifs climatiques », avise la députée de Laurentides–Labelle.

Outre l'enjeu climatique, la fin de la session parlementaire fut marquée par les centaines de suppressions de postes liées à la crise des médias et de l'information qui touche d'une façon particulière le Québec. Alors que l'accès à l'information et à la culture en français risquent d'être sérieusement compromis par la crise actuelle, le Bloc Québécois a réclamé d'Ottawa une aide financière d'urgence pour soutenir les médias et celle-ci est actuellement discutée avec le gouvernement du Québec. On a aussi demandé que des états généraux soient organisés pour dégager des solutions à plus long terme. « Pour cette crise comme pour tous les dossiers où les intérêts des Québécois sont en jeu, l'équipe du Bloc Québécois se mobilise. Pendant que d'autres formations politiques gaspillent leur temps de glace pour claironner leurs slogans en vue d'une élection qui n'aura lieu qu'en 2025, on est à notre affaire et nos enjeux avancent. On ne s'en pète pas les bretelles, parce qu'en fait, ce n'est pas le Bloc qui fait des gains, c'est le Québec qui fait des gains! Et on va continuer le travail! », conclut Marie-Hélène Gaudreau.

-30-

Source :

Maryse Larente, directrice de circonscription et des communications

Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle

maryse.larente.338@parl.gc.ca

819 440-3091